



Association Tunisienne  
de Défense des Libertés  
Individuelles

# المعرض الاسبوعي للصحافة



LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE  
THE WEEKLY PRESS REVIEW

# *Media Libre* 2018




Le 31-12-2018

<http://adlittn.org/fr>

Sources	Articles
 31-12-2018 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a>	<b>Kairouan : remise en liberté de quatre activistes d'Al Jabha</b>  Le parquet auprès du tribunal de première instance de Kairouan a décidé ce lundi 31 décembre 2018 de remettre en liberté quatre activistes du Front Populaire qui avaient été arrêtés pour avoir inscrit des Tags hostiles à la loi de finances 2019 et appelant à renverser le renverser sur des murs de la ville de Kairouan. Notons qu'un nombre de partisans d'Al Jabha et des activistes de la société civile ont organisé un rassemblement protestataire devant le tribunal de première instance de Kairouan ce matin, 31 décembre, pour appeler à la libération des quatre jeunes arrêtés.
مقالات باللغة العربية	
 31-12-2018 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a>	<b>القيروان: إطلاق سراح 4 موقوفين على خلفية نشاطهم في حملة 'Basta'</b>  تم منذ قليل إطلاق سراح الشبان الأربعة الموقوفين على خلفية نشاطهم في حملة 'Basta' بعد أن تم ليلة أمس إيقافهم على ذمة البحث والتحري بتهمة الاعتداء على ملك الغير من خلال كتابتهم لشعارات مناهضة للنظام ومنددة بقانون المالية لسنة 2019 على بعض جدران ساحة سبحان الله المتواجدة في قلب مدينة القيروان. جاء ذلك وفق ما أفاد مراسل شمس أف أم بالجهة بالتزامن مع وقفة احتجاجية نفذها عدد من النشطاء في المجتمع المدني أمام المحكمة الابتدائية بالقيروان للمطالبة بإطلاق سراحهم.

Le 29-12-2018

<http://adlittn.org/fr>

Sources	Articles
 29-12-2018 <a href="http://huffpostmaghreb">huffpostmaghreb</a>	<b>Meurtre de Falikou Coulibaly: Deux nouveaux suspects arrêtés</b>  Cette triste affaire a relancé le débat sur le racisme en Tunisie.  Deux suspects ont été arrêtés dans l'affaire du meurtre du président de l'Association des Ivoiriens en Tunisie (AIT), Falikou Coulibaly, a confié samedi à l'agence TAP le substitut du procureur de la République près le Tribunal de première instance de l'Ariana, Moez Ghribi.  Coulibaly a été tué, le 23 décembre 2018, à coups de couteau, alors qu'il tentait d'échapper à une tentative de braquage. Selon Moez Ghribi, ces arrestations interviennent en application de deux mandats d'amener émis par le juge d'instruction près le premier bureau du Tribunal de première instance de l'Ariana à l'encontre de ces deux suspects. Le juge d'instruction a ordonné de placer les deux suspects en garde à vue avant leur comparution.

Le juge d'instruction près le Tribunal de première instance de l'Ariana avait émis, le 27 décembre 2018, des mandats de dépôt à l'encontre de quatre suspects, dont un mineur pour soupçons d'implication dans l'assassinat du président de l'Association des Ivoiriens de Tunisie, Falikou Coulibaly. Un cinquième accusé a été maintenu en liberté.

Le juge d'instruction avait également émis deux mandats d'amener contre deux autres individus impliqués dans la même affaire.

Six suspects âgés de 15 à 23 ans ont été arrêtés le 24 décembre 2018 dans cette affaire.

Arrêté dans cette vague d'arrestations, le principal suspect, 21 ans, a avoué avoir poignardé la victime à la cuisse et à l'abdomen. L'arme du crime a été saisie.

Le président de l'association des ivoiriens de Tunisie Falikou Coulibaly, a succombé, dans la soirée du dimanche à ses blessures, après un braquage qui a mal tourné du côté de Dar Fadhal, à la Soukra.

Suite à cette triste affaire, une manifestation contre le racisme s'est déroulée devant le théâtre municipal, dénonçant les actes de violences répétées dont sont victimes de nombreux subsahariens vivant en Tunisie.

Le ministre des Affaires étrangères Khemaies Jhinaoui a reçu, mercredi, la chargée d'affaires de l'ambassade de la Côte d'Ivoire en Tunisie Felicia Kouassi, lui présentant ses condoléances.

Le ministre chargé des relations avec les instances constitutionnelles et la Société civile et des Droits de l'Homme Mohamed Fadhel Mahfoudh a pour sa part reçu la famille du défunt, affirmant par l'occasion que les autorités tunisiennes s'engagent à protéger les droits de tous les ressortissants étrangers établis en Tunisie, dans le respect de la loi.

**RÉALITÉS**  
LE MAGASIN INDÉPENDANT - FONDÉ EN 1979 *Online*

29-12-2018

W.J

[realites](#)

### **Tunis: Un imam poignardé lors d'un braquage armé**

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Sofiène Zaag, a, dans une déclaration accordée ce samedi 29 décembre 2018 à Assabah News, affirmé qu'un imam âgé de 35 ans a été victime d'un braquage armé dans la soirée de vendredi à samedi alors qu'il rentrait chez lui après la prière d'El Icha à la mosquée. Selon la même source, la victime a été poignardé avec un couteau au quartier de Halfaouine à Tunis. L'agresseur est un délinquant âgé de 22 ans ayant des antécédents judiciaires. Pour voler le téléphone portable de la victime, il a planté un couteau dans sa jambe droite. La victime a subi une intervention chirurgicale et se porte actuellement bien. Tandis que l'agresseur a été placé en garde à vue pour braquage armé.

*Le 28-12-2018*

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>28-12-2018</p> <p>Chadi Ouanes Angliciste et étudiant en psychologie en Grande Bretagne. Bénévole dans des organisations internationales et médiatiques, et travailleur humanitaire.</p> <p><a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Lettre de Solidarité d'un Tunisien Africain au Mali à sa sœur Malienne Africaine en Tunisie</b></p> <p>Ma Chère Sœur, la Tunisie, c'est aussi votre terre.</p> <p>Il s'agit d'une réponse à une lettre qui remonte à 2014 ou 2016, mais qui a ressurgi sur le net suite au meurtre du président de l'Association des Ivoiriens en Tunisie, Falikou Coulibaly, à Tunis le weekend du 22 - 23 Décembre 2018.</p> <p>Chère Sœur Mariam Touré,</p> <p>C'est avec beaucoup d'attention et de soin que j'ai lu votre lettre intitulée « Lettre "poignante" d'une étudiante "africaine" aux Tunisiens ! », suite au meurtre atroce du président de l'Association des Ivoiriens en Tunisie, Falikou Coulibaly.</p> <p>Votre lettre reflète, à mon humble avis, un cri du cœur que vous vocalisez en vous adressant aux Tunisiens, comme vous le précisez si bien dans le titre de cette lettre.</p> <p>Tout d'abord, permettez-moi de présenter mes sincères condoléances et toute ma compassion à la famille et aux proches du défunt Falikou Coulibaly, lâchement poignardé à mort dans des circonstances ambiguës.</p> <p>Bien que je ne veuille en aucun cas déduire le motif de ce meurtre, je laisse les autorités compétentes en tirer le verdict, le résultat est là ; le mal est fait, Falikou est injustement parti.</p> <p>Dans votre lettre, vous avez déclaré que la Tunisie est "une société infectée par le racisme". Permettez-moi de vous dire que c'est injuste de déclarer une telle généralité. Le racisme existe bel et bien partout, car la bêtise humaine n'a pas de frontières, ni de pèlerinage.</p> <p>Si j'ai décidé de vous écrire, c'est aussi pour exprimer mon regret et mes remords face aux perceptions dogmatiques de certaines personnes, face aux préjugés et à cette peur de l'autre, que nous pouvons peut-être expliquer par un système éducatif défaillant, à travers lequel des générations passent. Il y a ceux qui ont eu l'intelligence de s'en libérer, mais d'autres sont tombés dans le piège.</p> <p>Permettez-moi aussi de vous exprimer mon amour pour le "Chez Vous", pour le Mali et son peuple si accueillant, hospitalier et authentique. Depuis plus d'un an, je jouis du "Diatiguiya", ce terme mythique en Bambara qui signifie l'hospitalité. Je me suis dirigé au Mali en tant que volontaire pour y assister les réfugiés, les demandeurs d'asile et les populations déracinées par</p>

les guerres et la persécution. C'est une expérience surréelle qui me permet de voir, d'apprendre et d'évoluer sur le plan personnel avant tout. Ces quatorze mois n'ont forcément pas été une utopie quotidienne, mais, je n'en tire que le positif et les expériences enrichissantes.

Je me vêts en Bogolan, Bazin, Wax et Pagne Maliens, je parle Malien (Bambara), je bois le thé Malien, j'ai un permis de conduire Malien, et j'ai même un nom et prénom Maliens. Je suis le "Toubabou" ou bien le "Touloublén" (huile de palme) pour ceux qui ne me connaissent pas, sinon tantôt un "Coulibaly" et tantôt un "Djiguiba", selon mes consœurs et confrères Malien(ne)s qui m'attribuent ces noms de famille Maliens par affection réciproque.

Vous êtes Touré. Cette famille qui a fondé Bamako, et qui, selon quelques mythes, provient du Maghreb et s'est métissée par la suite avec les populations locales. Et selon d'autres, c'est la famille qui a unifié des peuples, "avec à sa tête Vakaba Touré, qui dirigeait un royaume qui s'étendait du Nord actuel de la Côte d'Ivoire jusqu'en Haute-Guinée".

Ma Chère Sœur, la Tunisie, c'est aussi votre terre, d'une terre qui est également à nous tous. Tout comme nous devons continuer de rêver du Mali, de la Côte d'Ivoire, de Panafricanisme et d'humanité!

Que notre frère à Tous, Falikou Coulibaly, repose en paix.

"On est ensemble!"

**RÉALITÉS**  
LE MAGASIN INDÉPENDANT - FONDÉ EN 1979 *Online*

28-12-2018

Khalil Zamiti

[realites](#)

### **Fonction de la religion à l'orée des élections**

Le ministre des Affaires religieuses vient d'inscrire à l'ordre du jour l'exigence de maintenir les prêches des mosquées à l'écart de l'interférence avec les querelles des partis au seuil des prochaines élections législatives et présidentielle.

Aussitôt, je soumetts l'initiative à l'appréciation de Youssef Hsoumi, le buraliste musulman de culture et de religion. Ce pratiquant intermittent défend sa conviction avec fougue et gesticulations. Tout méditerranéen parle avec la bouche et les mains. Le Belge et le Suédois, gens du froid, remuent le bout des lèvres mais le reste ne bronche pas. Mais revenons à Youssef, nom coranique et prophétique. Dès la réception de l'information fuse l'irruption, volcanique, de sa réaction : « Il vend du vent aux embarcations. Il défend les riches aux dépens des pauvres gens et les incroyants aux dépens des croyants. Ce ministre n'est pas des nôtres. Nos ennemis l'ont nommé à la place du précédent pour glorifier ceux du pouvoir au lieu d'adresser des louanges à Dieu ».

Un client arrive, prête au dialogue une oreille indiscreète et dit, avant de repartir avec ses trois cigarettes : « Ils surveillent les prêches parce qu'ils refusent d'écouter la vérité ».

A son tour, Fathi Karam, employé occasionnel chez les marchands de légumes et fruits, désapprouve le ministre : « Ils veulent dicter aux imams des paroles étrangères au livre d'Allah pour empêcher les musulmans d'élire des musulmans ».

Quelle interprétation suggèrent ces prises de position ?

A l'évidence, le propos ministériel arrange les progressistes, ou bourguibistes, et dérange les salafistes.

Tels deux chiens de faïence, toujours sur leurs gardes, ces tribalismes, irréconciliables, se regardent. La compétition politique oppose les partisans de l'Etat civil aux apôtres de l'optique théocratique. La Tunisie n'abrite que deux partis et le reste, issu du m'as-tu-vu, combine le bavardage à l'enfantillage. Les bases populaires vivent ce clivage masqué par les campés au sommet de l'autorité. Dans ces conditions, la démultiplication des groupuscules partisans, sous le chapeau d'une libre expression des opinions, finit par enchevêtrer les dédales au point d'occulter la distinction principale. De là proviennent le soupçon et le discrédit jetés sur le champ politique, tout entier disqualifié.

Débranchés de l'échiquier où les préoccupations matérielles composent avec les affaires du ciel, ces mini partis butent sur le dédain témoigné par les franges élargies de la population aisée ou démunie. Mais, plus les élections approchent et plus l'antagonisme principal tend à écarter les partis trop éloignés du fondamental. Une fois décantée l'eau trouble où baigne la société, une croix surgit avec ses deux axialités.

L'une colporte les innombrables protestations des marginalisés, parfois mis en relation par l'entremise de coordinations, et l'autre porte le télescopage perpétué entre l'ethos clérical et la doxa, en voie de formation, ainsi nommée sécularisation.

Selon les tenants de la première vision du monde, le ministre en question satisfait le clan opposé à « la vérité ». Hors des versets coraniques, tout autre weltanschauung serait diabolique. Elle séduit les égarés à réislamiser.

Pour les interviewés, le succès des enturbannés aux prochaines élections législatives et présidentielle va de soi. Même avec des prêches régulés par l'autorité ministérielle, un peuple musulman élira des musulmans. Mais que faire si, auprès des bons croyants, sévissent quelques troublions désignés par une drôle d'appellation : les musulmans de culture, autrement dit non de religion. La solution démocratique serait l'acceptation du verdict majoritaire par la faune minoritaire. Hélas, la démocratie ne ferait guère bon ménage avec l'orthodoxie. Le pouvoir humain provient du vouloir divin et il n'a rien à voir avec les barricadés à la Bastille au nom du peuple souverain. A la différence d'Abou Iyadh, Ghannouchi déniche le moyen de naviguer à l'aise parmi les dédales de ce capharnaüm sans fin.

Pour l'emporter aux prochaines élections, ses bataillons comptent sur la force de frappe assurée par la conjonction du malaise économique et de la religion.

Un jour ou l'autre, Abou Iyadh, le fugitif, sera, peut-être, abattu. Mais Ghannouchi, le politique, peaufine les atouts requis pour être élu au cas où Trump le voudrait à la place du bon Dieu. Plus un pays se voit démunir et plus la dynamique externe surplombe la dynamique interne. Une ultime précision scintille à l'horizon de cette prospection.

Au plan méthodologique, interviewer un effectif restreint d'agents sociaux, choisis en connaissance de cause, vu la bipolarisation, peut prétendre à la validation. Eu égard aux usages superflus de l'échantillonnage, à quoi servent les recettes mises en branle pour enfoncer des portes et des fenêtres ouvertes ? Pour l'instant, Ghannouchi dit : « Voter contre Ennahdha, c'est voter contre Dieu ». Et le ministre dit : « Face aux urnes, méfiez-vous d'écouter le chant des sirènes fredonné du côté des mosquées ». Suspense !



28-12-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

### **Rapport INLUCC : Les dénonciateurs ont peur des poursuites**

Les plaintes d'origine inconnue déposées auprès de l'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC) représentent 27,39 pc du nombre total des dossiers.

"C'est le plus fort taux des requêtes enregistrées", indique l'INLUCC dans son rapport de l'année 2017, présenté jeudi à Tunis. Il s'explique, d'après l'Instance, par "la peur des poursuites qui pourraient en découler".

Selon le rapport, l'INLUCC a transféré cinq plaintes pénales à la justice pour stigmatisation et intimidation des dénonciateurs de corruption par l'administration ou certains responsables de l'entreprise dans laquelle ils sont employés, et ce conformément à l'article 35 de la Loi organique sur la dénonciation de la corruption et de la protection des lanceurs d'alerte.

L'INLUCC a déclaré avoir fourni une protection pour huit dénonciateurs de faits de corruption, notant que les lanceurs d'alerte subissent de vraies pressions : harcèlement, représailles. Concernant le secteur de l'information et de la communication, l'INLUCC indique avoir transféré 33 dossiers à la justice pour "atteinte à la réputation sur les réseaux sociaux". Ces plaintes ont été déposées auprès des tribunaux de première instance de Tunis, de l'Ariana, de Ben Arous, de la Manouba et de Sidi Bouzid.

A elle seule, l'INLUCC a saisi la justice à 70 reprises contre des sites électroniques pour des publications portant atteinte à l'Instance et à son président. S'exprimant à ce sujet, le président de l'INLUCC, Chawki Tabib, a précisé, ce jeudi, au cours d'une conférence de presse consacrée au rapport de 2017, que l'Instance qui respecte la liberté d'expression et la considère comme un principe sacré rejette catégoriquement les campagnes de diffamation et les fausses allégations à la solde de certaines parties.

## بسبب تنامي الحديث حول «اختراقه» أجهزة الدولة:فتح ملف التمويل الأجنبي للأحزاب والجمعيات

28-12-2018

سليم العجرودي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

علمت «الشرق» من مصادر قانونية مطلعة أنه سيعاد من جديد فتح ملف «التمويل الأجنبي» للأحزاب السياسية والجمعيات في ظل عودة الحديث بصفة متصاعدة حول تدخلات أجنبية سافرة في اختراق أجهزة الدولة والتدخل في الشأن العام عبر أحزاب وجمعيات تونسية.

وذكرت مصادر «الشرق» أن الجهات المعنية سعت الي فتح هذا الملف الهام والحساس عدة مرات في مناسبات سابقة لكن ذلك تم بطرق محتشمة وسطحية وغير معمقة والأسباب مفهومة وتعود بالأساس الى ضعف الدولة وهذا أمر مفروغ منه وأيضا استفواء بعض الأحزاب والجمعيات بالأجنبي ويطرق علنية ومستفزة الى حد أن الحديث وصل بنا الى أن أحزابا سياسية اختارت بعض مرشحيها لمناصب وزارية وإدارية عليا بناء على نصائح أجنبية؟! وحسب معطيات متوفرة فإن تسارع الأحداث مؤخرا وتنامي الحديث مجددا عن تدخل سافر ومفصوح لجهات أجنبية في إدارة الشأن العام واختراق بعض أجهزة الدولة، هذه التطورات جعلت الأصوات ترتفع شيئا فشيئا بالمناداة بضرورة إعادة فتح ملف «التمويل الأجنبي» للأحزاب السياسية والجمعيات في تونس وهو ما تنجته الجهات المعنية الى الاستجابة له والانطلاقه ينتظر أن تكون عبر فتح ملفات دفعة أولى من الجمعيات التي تؤكد حسابات البنك المركزي أنها «الأكثر» حصولا على تمويلات أجنبية بالإضافة الى أحزاب سياسية يشتبه في حصولها على تمويلات أجنبية وينتظر أن يعرف هذا الملف تطورات هامة في قادم الأسابيع.

## حادث وحديث: كلنا مسؤول عن مقتل الشاب الأسود

28-12-2018

شبيحة قحة

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

يجب أن أكتب في ما حصل للشباب المرحوم فليكو كولبالي. يجب أن أصرخ في الدنيا غضبي. أنا في حزن كبير

على الشاب الأسود. هو طالب من الكوت ديفوار جاء الينا ضيفا للتعلّم. كلّه طموح وأمل. هو شاب في مقتبل العمر. وسيم الطلعة. طويل القدّ. في محيّه ابتسامة. في عينيه اشعاع وهالة. تنظر اليه فترى فيه افريقيا وما كان في السوداء من سرّ ومن قوّة. هو غابة عذراء، عصيّة. جبل على راسه ثلج أسود... مات الشاب. قتله السفلة. طعنوه وأنزفوا دمه. أمّه اليوم تنحبه ويبيكيه حرقه أبوه واخوته..

غادر فليكو كولبالي الأهل والبلد وجاء الى تونس للتعلّم. جاءنا عن النور يبحث. في تونس، هناك تعليم أفضل... ها هو في الكوت ديفوار يخطّط. يرسم. يحلم. يجمع الأوراق. يلتقي بالمصالح. أمّه وأبوه وهؤلاء اخوته وصحبه يتبعون سعيه. يلتقطون خبره. لا حديث في البيت الا وكان فليكو كولبالي وسفره الى تونس محوره. كلّ الحيّ اليه ينظر.

\* \* \*

مع كلّ يوم جديد، يزداد قلب الشابّ تطلّعا. يأكله السفر. قريبا سيلتحق بتونس وينظر في هذا البلد البهيّ ويلتقي بشعبه الأبّي. هذا الشعب الذي أطاح بحكم ظالم وهزّت أرجاء العالم ثورته. هو مبهر بهذا البلد الافريقيّ. هو سعيد باختياره. هو فخور بالدراسة في تونس ولتونس تاريخ عريق ومجد عتيّد. أليست تونس هي قرطاج وحضرموت وعقبة؟ أليست هي ابن خلدون وبورقيبة؟ ثم في تونس، هناك جمال فيّاض. فيها بحر أزرق وشواطئ. فيها جبال وصحراء ممتدّة. تونس هي بلد مختلف. هي ليست عربيّة ولا اسلاميّة ولا افريقيّة ولا غربيّة... هي خليط جميل. هي كلّ ذلك وأكثر. كذلك، كان فليكو كولبالي يتخيّل. كذلك كان يحلم... قتل الأندال أحلام فليكو كولبالي. أزهبوا روحه. تركوا أمّه في لوعة وهذا أبوه في حرقه واخوته...

في تونس العاصمة، سوف يلتحق بالجامعة وفيها يلتقي بأخوة في الافريقيّة. سوف يرى بعينه ما في هذا الشعب من عزّة ومن عظمة. سوف يتعرّف على شباب طموح، متحقّزّ. سوف يتقاسم وآياهم ما كان في رأسه من خيال ومن أوق. كان فليكو كولبالي يعتقد أنّه سوف يحيا أحلى أيّام عمره. أراه لا يهدأ. يقول لكلّ الناس من حوله: «قريبا سأرحل الى تونس وفيها أدخل



الجامعة وفيها أدرس. قريبا، سأحيا في تونس. في ذلك البلد الذي ذاع صيته وانتشر خبره... انكسر فجأة الحلم. انهى الأندال عمره. غدره بعض من سقط هذا البلد. ازهقوا روحه... ها هي اليوم أمه وأبوه ينظران الى السماء. في حزن عميق لا تقي به أرض ولا سماء. ينظران في وجه ابنيهما المغدور. يعيدون المأساة النهار طوله. قتلوه في تونس وقد جاء الى تونس للتعلّم. ها هو في دمانه يتخبّط.

\*\*\*

بعضهم يقول: «هذا ما كتب الله له ولا مردّ لمشيئة القدر». بعضهم يقول: «هو الاجرام وفي كلّ بلاد الدنيا يحصل الاجرام وتقتل ظلما الأنفس». بعضهم يضيف: «لنا مشاكلنا وهي جمّة وليس موت الأسود هذا بإشكال حتّى نشدّ اليه النظر»... أنا حزين على فليكو كولبالي وقلبي يقطر دما على ما حصل له من غدر وما يحياه اليوم أبوه وأمّه. ماذا عساني أقول لأمه ولأبيه؟ كيف مواساة أهله؟ جاء لتونس ليتعلّم فقتله السفلة...

نحن عنصريون. نكره الأجنبي وكلّ آخر مختلف. نحن عنصريون، متخلفون، جهلة. في الشعب التونسيّ جهالة كبرى. جهويّات مقبّية. قبليّة. عروشيّة. أنانيّة. نحن لا نحبّ أحدا. نكره أنفسنا والناس كلّهم. نحمل بغضاء وغلاّ. في طباعنا حقد وتوحّش. في أنفسنا غباء وعنجهيّة...

فشلت المدرسة التونسية في اصلاح ما أصاب الأنفس من مرض. فشلنا في تربيّة شعبنا فغدا شعبنا في سقط حال، في الدرك الأسفل. فشلت المساجد في نفخ الأخوة والمحبة وهؤلاء أيّمة يدعون فوق المنابر الى البغضاء، الى الارهاب، الى الغاء الآخر المختلف. فشلت السلطات في حفظ الأمن، في حماية الناس... الأمن في تونس هو المسؤول عن كلّ خرق وجريمة. الأمن هو المسؤول أولا وأساسا في ما نرى من تجاوزات ومن اجرام ومن ارهاب مختلف... نعم، أنا أيضا مساهم في الجريمة. أنا أيضا ألقاني مسؤولا عن قتل فليكو كولبالي... معذرة يا سيّدي. رحمك الله يا سيّدي.

### القصرين: الاحتفاظ بـ 3 شبان بينهم فتاتين هددوا بإضرار النار في أنفسهم



27-12-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

تم مساء الخميس الاحتفاظ بـ 3 شبان من بينهم فتاتين عمدوا الى غلق الطريق الرئيسي المقابل لمقر ولاية القصرين مهددين بإضرار النار في انفسهم وذلك وفق ما ذكره الناطق الرسمي بالمحكمة الابتدائية بالقصرين أشرف اليوسفي في تصريح ل (وات) . وكان عدد من شباب الجهة من بينهم فتيات قاموا بغلق الطريق الرئيسية بالقصرين للمطالبة بالتنشغيل واحتجاجا على وضعيتهم الاجتماعية. كما هددوا إضرار النار في أجسادهم وقد تدخلت الوحدات الأمنية بالجهة و قامت بتفريقتهم وفتح الطريق وفق شهود عيان بالجهة.




27-12-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### هيئة الدفاع عن العجيلي تستنكر بيان القضاء العسكري

ردّت هيئة الدفاع عن صابر العجيلي على البيان الصادر عن وكالة الدولة العامة للقضاء العسكري. وذكرت أنّ الندوة الصحفية التي عقدها يوم 25 ديسمبر موضوعها عرض مضامين القرار الصادر عن فريق العمل الخاص بالاحتجاز غير القانوني التابع للمفوضية السامية لحقوق الانسان بالأمم المتحدة. واستنكرت بيان القضاء العسكري وتستغرب تشكيكه في الهيئة وتدخله خارج الآليات القانونية الدولية لمناقشة القرار الموجّه إلى الحكومة التونسية. وأكدت الهيئة ان تونس دولة مصادقة على العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية وبالتالي فهي ملزمة بقرارات الهيئات المختصة عبر آليات محددة قانونا وبالتالي فان القرار كان موجها إلى الدولة التونسية بكل سلطها وهيكلها وهيئاتها .

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>27-12-2018</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb.com">huffpostmaghreb</a></p> <p><a href="#">b</a></p>	<p><b>La ville de Tunis va se doter de son premier refuge pour sans-abris</b></p> <p><b>Ouverture en mars 2019.</b></p> <p>La ville de Tunis va se doter de son premier refuge pour sans-abris a annoncé le gouverneur de Tunis Chedly Bouallègue, mercredi. “Nous avons promis de trouver une solution pour ces sans-abris et grâce à la coopération de la municipalité de Tunis, nous avons pu trouver un espace à Sidi Béchir” qui pourra les accueillir. Cet espace, qui est en train d’être aménagé sera prêt en mars 2019. “L’État était dans l’obligation de trouver un espace pour ces gens-là” dit-il face aux multiples alertes lancées par des associations sur la hausse du nombre de sans-abris dans la ville de Tunis. Ainsi l’État se chargera des dépenses relatives à ce refuge, mais une association s’occupera quant à elle de sa gestion a expliqué le gouverneur de Tunis. “Ce ne sera pas une résidence définitive, les sans-abris pourront venir y passer la nuit, se restaurer et être pris en charge au niveau des soins” a-t-il expliqué. Ce refuge pourra ainsi accueillir entre 25 et 30 personnes, un chiffre estimé assez faible par rapport au nombre de sans-abris: “Le nombre de sans-abris change sans cesse. Parfois il augmente, parfois il baisse, car certains ne le restent pas indéfiniment et retournent vers leurs familles”. Selon les chiffres citées par le gouverneur, il y a près de cinquante personnes qui sont dans l’incapacité totale de trouver un abri, dont l’âge se situe entre 13 et 78 ans. “Leur situation sanitaire requière des soins, un suivi et surtout de la persuasion” pour les encourager à rejoindre ce refuge: “Quand on discute avec eux, ils refusent de rejoindre ces espaces qui leurs sont dédiés” explique Chedly Bouallègue affirmant qu’il s’agit de l’étape la plus importante à réaliser d’ici l’ouverture du refuge.</p>
<p></p> <p>26-12-2018</p> <p>O.B</p> <p><a href="http://businessnews.com.tn">businessnews</a></p>	<p><b>Mahfoudh : Toutes les mesures seront prises pour faciliter le retour de la femme de Falikou Coulibaly à son pays</b></p> <p>Le ministre auprès du chef du gouvernement, chargé des relations avec les Instances constitutionnelles et la Société civile et des Droits de l'Homme, Mohamed Fadhel Mahfoudh, a indiqué sur les ondes de Shems FM ce mercredi 26 décembre 2018, que l’épouse du président de l’association des ivoiriens de Tunisie, Falikou Coulibaly, sera rapatriée avec la dépouille au cours de cette journée. Notons que l’épouse de Falikou Coulibaly réside en Tunisie depuis 25 mois d’une façon illégale, elle est appelée à payer une amende de 2000 DT. Dans ce sens, le ministre a décidé d’intervenir pour résoudre ce problème. « Toutes les mesures seront prises pour faciliter le retour de la femme de Falikou Coulibaly à son pays natal, on a appelé le ministère de l’Intérieur pour examiner ce dossier », déclare Mohamed Fadhel Mahfoudh, en ajoutant : « C’est un cas exceptionnel, nous devons prendre des mesures exceptionnelles ». En réponse aux manifestations de la communauté ivoirienne en Tunisie pour dénoncer cet acte</p>

raciste, l'invité de Shems FM, a précisé que les investigations n'ont pas montré jusqu'à présent, que le crime est raciste, il peut être un crime de droit commun. « Les Tunisiens ne sont pas racistes, Tous les ivoiriens et les africains sont les bienvenus parmi nous, la Tunisie lutte contre toutes les formes de discrimination raciale » précise Mohamed Fadhel Mahfoudh. Il est à noter que le président de l'association des Ivoiriens de Tunisie, Falikou Coulibaly, est décédé tard dans la soirée du 23 décembre 2018. Il a été poignardé au cours d'un braquage dans la zone de la Soukra.



27-12-2018

[realites](#)

### **INLUCC : 245 requêtes transmises à la justice**

L'Instance nationale de lutte contre la corruption a affirmé, lors de la présentation de son rapport au cours d'une conférence de presse qu'elle a transmis 245 requêtes à la justice.

229 demandes de protections, dont 5 ont été transmises à la justice pour atteinte aux dénonciateurs et lanceurs d'alertes sur des dossiers de corruption.

Le rapport présenté a dévoilé que les dossiers parvenus à l'INLUCC se répartissent comme suit :

\* 5,77% concernent le ministère de l'intérieur

\* 4,91% le ministère de l'agriculture

\* 4,68% le ministère des finances

\* 3,32% le ministère de la santé

\* 3,3% le ministère de la justice

\* 3,13% le ministère de l'éducation

Le gouvernorat de Tunis occupe, selon le rapport, la première place parmi les gouvernorats où on compte le plus grand nombre de dénonciation sur la corruption avec 14,97%, suivie de Sfax 5,87%, Nabeul 5,09% et Sousse 4,32%.



26-12-2018

[mosaiquefm](#)

### **Assassinat de Coulibaly : Au-delà d'un braquage... le racisme**

Le décès du président de l'association des Ivoiriens en Tunisie Falikou Coulibaly, lors d'un braquage, a provoqué une vague de réactions sur les réseaux sociaux, aussi bien parmi les Tunisiens que les Ivoiriens. Acte isolé de délinquance ou pas, ce n'est plus le sujet qui inquiète le plus les uns et les autres. C'est la discrimination raciale vécue par les gens de couleur, qu'ils soient tunisiens ou étrangers, qui est au coeur de la polémique aujourd'hui. Pourtant, le cadre légal existe criminalisant toutes les formes d'exclusion. La loi organique n°11 de 2018 relative à l'abolition de toutes les formes de discrimination raciale, a été, en effet, adoptée le 9 octobre

2018, avec 125 voix pour, une voix contre et 5 abstentions. Seulement, la culture de la marginalisation d'autrui et l'intolérance à l'égard de tout ce qui est différent semble enracinée depuis la nuit des temps, et a du mal à changer.

#### مقالات باللغة العربية



26-12-2018

سليم العجرودي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

#### مبادرة حكومية لتنقيح العدالة الانتقالية: إلغاء العقوبات السجنية وتعويضها بالتعويضات المالية

علمت «الشروق» أن مبادرة حكومية جديدة تتجه نحو إلغاء العقوبات السجنية في قضايا العدالة الانتقالية وتعويضها بتعويضات مالية لا غير. وجدير بالتنكير بأن رئيس الحكومة كان صرّح بأن مسار العدالة الانتقالية الحالي فشل ولم يحقق النتائج الموجودة من القانون المتعلق به مضيفاً بأن الحكومة ستطرح مبادرة تشريعية لتفعيل العدالة الانتقالية والمصالحة الشاملة. وحسب معطيات متوفرة فإن من أبرز أسس المبادرة التشريعية التي تنوي الحكومة طرحها خلال الأيام القادمة إلغاء العقوبات السجنية باعتبار أنه لا جدوى تذكر من وراء تلك العقوبات خاصة وأن إثبات إدانة المشتكى بهم يبدو أمراً شبه مستحيل إذا تم الاستناد إلى مبدأ قرينة البراءة وتفعيل المحاكمة والعدالة وأدبياتها وأبجدياتها التي يستحيل طبعا تطبيقها من خلال ما شوهد وتمت معابنته إلى حد الآن في جلسات العدالة الانتقالية. وحسب ذات المعطيات فإن المبادرة التشريعية تتجه نحو إكساء التعويضات المالية بغطاء قضائي لا غير. وبالتالي الاقتصار على أحكام إدانة لا غير وتمكين الشاكين من تعويضات وغرامات مالية ليس أكثر.

**Le 26-12-2018**

<http://adlitrn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>26-12-2018</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb.com">huffpostmaghreb</a></p> <p><a href="#">b</a></p>	<p><b>Levée du secret professionnel: L'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de loi rejette l'article 36 de la loi de Finances 2019</b></p> <p>L'article devra être rediscuté à l'ARP.</p> <p>L'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de loi a accepté le recours pour inconstitutionnalité contre l'article 36 de la loi de finances de 2019, relatif à la levée du secret professionnel, a déclaré le secrétaire général de l'instance, Hayder Ben Amor. L'article sera soumis au président de la République qui devra le transmettre à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), en vue de son réexamen dans un délai de 10 jours, à partir de la date de sa soumission à l'ARP, conformément à l'article 23 de la loi organique de l'instance. Plus de 70 députés ont déposé, le 17 décembre, un recours pour inconstitutionnalité de plusieurs articles de la loi de Finances 2019, auprès de l'Instance Provisoire du Contrôle de la Constitutionnalité des projets de Lois dont notamment l'article 36 de la loi de Finances 2019. L'ordre national des avocats tunisiens avait appelé à plusieurs jours de grève suite à l'adoption de cet article. Une grève générale avait été observée. Ameer Meherzi, bâtonnier de l'ordre des avocats, avait affirmé que tous les systèmes juridiques maintiennent et n'enfreignent pas le secret. "C'est une ligne rouge qui porte atteinte à la confiance établie</p>

entre les avocats et leurs clients”, a-t-il estimé, soulignant que la violation du secret professionnel se répercuterait sur les transactions et les contrats ainsi que sur la situation économique.



26-12-2018

B.L

[businessnews](#)

### **Chawki Gaddes met en garde contre les compteurs « espions » de la Steg**

Le président de l'Instance nationale de protection des données personnelles (INPDP), Chawki Gaddes a mis en garde, ce mercredi 26 décembre 2018, contre de nouveaux compteurs électriques intelligents qui seront installés par la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (Steg) remplaçant ainsi les compteurs classiques. Pour M. Gaddes, ces compteurs intelligents, qu'il a qualifiés d'espions, compromettent les données personnelles des citoyens dans la mesure où, une fois installés, il devient possible de détecter le nombre de personnes présentes au domicile ainsi que les équipements électriques utilisés. La Steg pourra également suivre la consommation de l'électricité des citoyens au fur et à mesure et obtenir toutes les données relatives à cette consommation. La coupure de l'électricité peut se faire, désormais, à distance. « La Steg doit informer les citoyens de l'installation de ces nouveaux compteurs, de leur usage, ainsi que de leurs dangers. Les personnes concernées doivent, par ailleurs, être capables de décider quand est-ce que la Steg pourra relever ces données », précise Chawki Gaddes sur les ondes de Shems FM.



26-12-2018

[realites](#)

### **Don d'organes : 4000 personnes en attente d'un rein**

Le centre national de dons d'organes a organisé une journée scientifique sur le don d'organes. La manifestation a été organisée en collaboration avec le ministère des affaires religieuses.

Abderraouf Cherif, ministre de la santé publique a souligné que la Tunisie est l'un des premiers pays arabes et islamiques qui a commencé la greffe d'organes depuis les années 90.

Et d'ajouter que depuis 2010, certains problèmes se sont déclenchés et les greffes se sont arrêtées à plusieurs reprises. La Tunisie dispose de trois centres de greffe de reins et deux centres de greffe de foie et un centre de greffe de cœur dont l'activité a été suspendue pendant plusieurs années.

Le ministre a insisté sur le fait que ces centres vont reprendre leur pleine activité et que son département a mis tout ce qu'il faut pour cela.

« Le problème aujourd'hui, c'est l'absence de donneurs alors que le don est halal » a-t-il précisé, ajoutant que ce qui se dit à propos de manipulation dans les greffes d'organes est pur mensonge.

Le ministre a fait savoir dans ce contexte que près de 4000 personnes sont en attente d'une greffe de rein sur un total de 9000 personnes en attente de greffe.

## Jhinaoui reçoit la chargée d'affaires à l'ambassade de Côte d'Ivoire

26-12-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

Le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, a reçu, mercredi, au siège du département, la chargée d'affaires à l'ambassade de Côte d'Ivoire en Tunisie Félicia Kouassi. Cette rencontre intervient, quelques jours après la mort lors d'un braquage, du président de l'association des Ivoiriens en Tunisie Falikou Coulibaly. A cette occasion, Jhinaoui a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt, réaffirmant la pleine solidarité de la Tunisie avec le peuple ivoirien et tous les membres de la communauté ivoirienne établie en Tunisie, lit-on dans un communiqué du département. Il a souligné, à cet égard, l'engagement de la Tunisie à poursuivre en justice les auteurs de ce crime " odieux ", à protéger tous les membres de la communauté africaine en Tunisie et à garantir leurs droits, lit-on de même source.

### مقالات باللغة العربية

26-12-2018

ايمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk)

## القرار أخرج الدولة التونسية: مجلس حقوق الانسان بجنيف يؤكد وجود «مؤامرة» في ملف العجيلي

أقر فريق العمل المعني بالاحتجاز غير القانوني لدى مجلس حقوق الإنسان بمنظمة الأمم المتحدة بجنيف مؤخرا بأن الاطار الأمني صابر العجيلي محتجز تعسفا وضحية مؤامرة.

وفي هذا السياق أوضح الأستاذ حاتم الشلي (المستشار لدى المحكمة الجنائية بلاهاي وعضو هيئة الدفاع عن العجيلي) في لقاء خاص جمعه ب«الشروق» أنه منذ لحظة إيقاف الاطار الأمني صابر العجيلي رافقت الملف عديد الخروقات الشكلية والاصلية. وتم التفكير حينئذ بتحويل القضية.

وأكد أن القضية منذ البداية كانت «مسيسة». حيث تم خلق سيناريو وفيركة الملف.

وبموجب الاتفاقيات الدولية التي تسمح لهيئة الدفاع اللجوء الى القضاء الدولي باعتبار أن تونس طرف في البروتوكول الاضافي الذي يعترف بفريق العمل لمجلس حقوق الانسان بالامم المتحدة بجنيف تم تقديم البلاغ (شكاية) صحبة مجموعة من المؤيدات بتاريخ 19-3-2018. وقبل فريق العمل التعهد به باعتباره مستوفى جميع الشروط الشكلية والموضوعية.

وقد راسل فريق العمل الحكومة التونسية وطالبها بتقديم ملحوظاتها بتاريخ 12-4-2018.

وقد قدمت الدولة التونسية ردها كتابيا بتاريخ 7-6-2018

قرارات سيادية

قال الاستاذ الشلي إنه بتاريخ 22-11-2018 أصدر فريق العمل القرار عدد 77-2018.

وقد اعتبر أن صابر العجيلي محتجز على خلاف الفصول 9 و10 من الاعلان العالمي لحقوق الانسان والفصول 9 و14 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية وتبعاً لذلك فإن المجلس يطلب من الجمهورية التونسية الافراج توا -ودون انتظار- عن العجيلي والتعويض له عن الأضرار المادية والمعنوية والتعاون التام مع فريق العمل بتطبيق هذا القرار.

كما طلب فريق العمل إحالة هذا الملف على المقرر الخاص المعني بالتعذيب لاتخاذ جميع التدابير المتعلقة لادعاءات سوء المعاملة في الملف. وحث الحكومة التونسية على فتح بحث وتحقيق كامل ومستقل حول ملابسات احتجاز صابر العجيلي وأخذ التدابير اللازمة إزاء المسؤولين حول انتهاك حقوق الانسان.

ودعا مجلس حقوق الانسان بالأمم المتحدة الحكومة التونسية الى بث هذا القرار ونشره مما يجعل الدولة التونسية في الواجهة .

وعلى مستوى التواصل أوضح الأستاذ الشلي أنه طبقا للفقرة 20 من قواعد الاجراءات الداخلية لفريق العمل فإن المجلس يطلب من هيئة الدفاع و الحكومة التونسية إعلامها بجميع مستجدات تنفيذ القرار المذكور أي هل تم الالتزام بكل ما جاء به أم لا؟ أي هل تم الافراج عن العجيلي أم لا ؟ وهل تم التعويض له ورد الاعتبار إليه أم لا ؟

وهل قامت الدولة التونسية في الأثناء بتغيير تشريعاتها أو ممارساتها المتلائمة مع القانون الدولي أو لا؟

ولاحظ الأستاذ الشلي أن الدولة التونسية حين أمضت على الاتفاقية فإنها أعطت جزءا من السيادة الوطنية في مجال الاختصاص. ويجب عليها بالتالي تنفيذ القرار المذكور بحذافيره وفي الإبان.

وعن العقوبات المنتظرة في حال رفضت الدولة التونسية تنفيذ القرار أجاب الأستاذ الشلي أن قرار المجلس يخاطب من جهة الجمهورية التونسية بلهجة دبلوماسية. ويخاطب الحكومة من جهة ثانية بلهجة إلزامية.

ثم ذكر الأستاذ الشلي أن الدولة التونسية لها سفير لدى الأمم المتحدة لتمثيلها وبالتالي فإنه من باب أولى وأحرى أن تحترم الاتفاقيات والقرارات الصادرة عنها خاصة المتعلقة بانتهاكات حقوق الانسان باعتبار الإلزامية السياسية والدبلوماسية.

وقال إن هناك إمكانية معاقبة الدولة التونسية في حال «تعتتها» بأن يقع تجميد عضويتها بالأمم المتحدة. وهو ما يمس من صورتها.

كما يمكن رفض أي ترشحات مقدمة من قبل تونس بخصوص توظيف الاطارات السامية بالأمم المتحدة.

ويمكن أن تضع تونس في قائمة سوداء ايضا. وأكد الأستاذ الشلي أنه في هذه الحال- يفسح المجال للجنة الدفاع لمقاضاة الأطراف المتورطة في احتجاز صابر العجيلي على المستوى الدولي جزائيا مشيرا الى توفر عديد الآليات القانونية .

من جانبه أضاف الأستاذ وليد بوضار (محام لدى التعقيب وعضو هيئة الدفاع عن العجيلي) في تصريح خاص له «الشروق» أن فريق العمل بلجنة حقوق الانسان بالأمم المتحدة أصدر قراره. وصنفه في خانيتين باعتبار أن فريق العمل له 5 أصناف اذا توفر أحدها يعتبر أليا أن هناك احتجازا تعسفيا. ولم يكن طبق الضوابط القانونية.

وأضاف أن فريق العمل أقر بغياب أي مبرر لعملية الإيقاف وعدم الاحترام الكلي أو الجزئي لقواعد المحاكمة العادلة سواء في القانون الداخلي أو الدولي. وتابع الأستاذ بوضار قائلا « أقر فريق العمل بأن الإيقاف يفتقد الى الأساس وأن مدة الإيقاف التحفظي مبالغ فيها. وهو ما أكدته الدولة التونسية في ردها أيضا. حيث لاحظت أنه من المفروض أن يتم الإفراج

عن صابر العجيلي منذ 25 جويلية 2018 وجوبيا. لكن للأسف مازال العجيلي تحت مفعول بطاقة الإيداع. وأضاف الأستاذ بوضار أن فريق العمل أكد أن هناك «تطويلا متعمدا» في إيقاف صابر العجيلي. وهو ناتج عن « المؤامرة الأصلية »

التي حيك في هذا الملف تبعا للخلاف بين رئيس الحكومة ورجل الأعمال شفيق الجراية. وكان العجيلي ضحية لها. كما أقر فريق العمل صلب قراره بأن صابر العجيلي لم يحظ بالإحاطة القانونية اللازمة خاصة أن القضاء العسكري غير مستقل

اضافة الى ثبوت تدخل الحكومة . وهنا دعا الأستاذ بوضار الحكومة التونسية الى ضرورة «حفظ ماء الوجه» وإرجاع الأمور الى نصابها طبق القانون.

ماذا في رد الحكومة ؟

أوضح الأستاذ بوضار أن الحكومة التونسية ذكرت في ردها أن صابر العجيلي اعترف بالوقائع (بخصوص اللقاء مع شفيق الجراية والطرف الليبي). لكن فريق العمل تفتن الى أن الحكومة التونسية «حرفت» الوقائع. ورأت أن العجيلي لم

يعترف بالوقائع. وأكدت أنه من حق العجيلي أن يتعامل مع أي شخص أجنبي في اطار المهمة المكلف بها. بل هي من صميم عمله.

كما أكد فريق العمل انشغاله بالوضع الصحي للعجيلي. وطالب بضرورة توفير الرعاية الطبية اللازمة له.

وزير العدل

لجنة العفو لم تكن في اتجاه الاستجابة لطلب العفو على بسيس

أكد وزير العدل محمد كريم الجموسي، أن رأي لجنة العفو لم يكن في اتجاه الاستجابة لطلب العفو على المحكوم عليه برهان بسيس، مبينا أن الوزارة تعهدت بالطلب المذكور، وتمت دراسته طبق الإجراءات القانونية وفي نطاق مبدأ المساواة بين الجميع. وجاء توضيح الوزير خلال لقاء جمعه امس الثلاثاء في مقر الوزارة، بأعضاء من المكتب التنفيذي لجمعية القضاة التونسيين، الذين عبروا عن استغرابهم الشديد من تمتع برهان بسيس بالعفو الخاص بعد نحو شهرين فقط من صدور حكم جنائي بات يقضي بإدانته من أجل جرائم فساد مالي وإضرار بالإدارة، وما مثله من هدر لأحكام القضاء وجهوده في التصدي لجرائم الفساد والاعتداء على المال العام.

وكان رئيس الجمهورية، الباجي قايد السبسي، أمضى يوم الإثنين 10 ديسمبر، الموافق للذكرى السبعين للإعلان العالمي لحقوق الإنسان، على «أمر منح العفو الخاص عن برهان بسيس»، القيادي بحركة نداء تونس، بإسقاط بقية العقاب البدني المحكوم به ضده.

شخصيات في قفص الاتهام؟

قدم فريق العمل بلجنة حقوق الانسان بالأمم المتحدة قائمة لأشخاص معينين قال انهم من سهلوا ارتكاب الانتهاكات في حق العجيلي. وطالب بتتبعهم وتحديد المسؤوليات ( تم التحفظ عن ذكر الأسماء).

طلب تدخل

طالبت نقابة وحدات التدخل بمقابلة مع رئيس الجمهورية ل طرح وضعية العجيلي. واستغرب عدم تفاعل الجمعيات الحقوقية مع الإخلالات التي عرفها الملف. كما طالبت جمعية القضاة بإبداء رأيها القانوني.

**Le 25-12-2018**

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>25-12-2018</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb.com">huffpostmaghreb.com</a></p>	<p><b>En réaction à une fatwa émise contre les députés qui voteront pour l'égalité dans l'héritage: Le Mufti de la République appelle à ne pas mêler politique et religion</b></p> <p>Pour le Mufti de la République, il faut combattre de telles idées "par le dialogue et la réflexion"</p> <p>"Ils n'ont pas le droit de mêler la politique à la religion. Nous voulons les distinguer: La politique est une chose, la religion, une autre". C'est en ces mots, que le Mufti de la République Othman Battikh a réagi aux appels de certains imams, dont notamment Ilyes Dardour, qui avait émis une fatwa contre les députés qui voteront pour l'égalité dans l'héritage. Ce professeur de l'université de la Zitouna -qui s'est désolidarisé de ses propos- avait, à l'occasion d'une journée d'étude organisée par l'association régionale des imams de</p>



Sousse sur l'égalité dans l'héritage, alors appelé à ce que "toute personne qui touche à la loi sur l'héritage soit dorénavant, par la Charia, privée de vote dans toute activité politique. Vous êtes désormais interdits de voter pour ces personnes ou ces partis". Pour le Mufti de la République, il faut combattre de telles idées "par le dialogue et la réflexion, et rien que la réflexion" balayant selon Shems Fm, l'idée de le poursuivre en justice en avançant l'argument de la liberté d'expression. "Il a dit que c'était une interprétation personnelle, que ses mots ont été sortis de leurs contextes, et qu'il ne pensait pas ce qu'il disait. Mais, il pensait ce qu'il disait, ses propos étaient clairs" a-t-il estimé affirmant que "la constitution lui donne le droit à la liberté d'expression". Le 13 août dernier, le président de la République Béji Caid Essebsi avait affirmé en marge la journée de la femme tunisienne, qu'une proposition de loi modifiant les dispositions du code du statut personnel relatives à l'héritage sera présentée dans les plus brefs délais par la présidence de la République à l'Assemblée des représentants du peuple. La proposition a ensuite été adoptée, le 23 novembre dernier, par le Conseil des ministres, présidé par Béji Caid Essebsi. Ainsi, le projet de loi sur l'égalité dans l'héritage sera inscrit au programme de l'Assemblée des représentants du peuple, qui le discutera en commission avant qu'une plénière ne vote ou non son adoption. Mais plusieurs parties se sont soulevées contre cette proposition, et son adoption au Conseil des ministres, tel que le parti de Hechmi Hamdi, Courant Al-Mahaba, qui avait annoncé le lancement de l'initiative "Al-Aridha pour la défense de l'identité islamique de la Tunisie". Ennahdha a de son côté estimé que ce n'était pas le moment pour une telle initiative. Le président du Conseil de la Choura d'Ennahdha, Abdelkrim Harouni, a lancé le débat sur l'interprétation de la Constitution en affirmant que Béji Caid Essebsi a "interprété" la Constitution, une interprétation jugée différente de celle d'Ennahdha. Le porte-parole du Front Populaire Hama Hammami avait quant à lui reproché la demi-mesure du président de la République qui n'a pris qu'une seule proposition du rapport de la Colibe à cause de "calculs politiques".



25-12-2018

S.H

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

### **Manifestation contre la marginalisation et la cherté de la vie**

Une manifestation a eu lieu, en ce début de soirée du mardi 25 décembre 2018, à l'avenue Habib Bourguiba à Tunis. Un groupe composé de quelques dizaines de jeunes activistes ont organisé une manifestation devant le théâtre municipal pour protester contre la cherté de la vie et la marginalisation dans les régions de l'intérieur, sous le slogan « Basta » ! Une marche s'en est suivie vers le ministère de l'Intérieur. Les manifestants ont scandé plusieurs slogans dont, notamment : « le peuple en a marre des nouveaux Trabelsi », et « le peuple veut la chute du régime ».



24-12-2018

F.K

[realites](http://realites.com.tn)

### **Homme hystérique de Mohamed V : le MI précise**

L'incident du jeune homme qui s'était mis nu sur l'avenue Mohamed V de Tunis a fait beaucoup de bruit. Dans un communiqué publié ce lundi 24 décembre 2018, le ministère de

l'Intérieur a indiqué que l'individu qui a été arrêté dans un état d'hystérie n'avait pas consommé de drogue.

« Il a été mis dans cet état suite à l'agression dont il avait fait l'objet de la part de plusieurs citoyens au niveau de la station du métro Palestine. Voyant l'homme courir, ces derniers ont cru qu'il était à l'origine d'un vol, alors qu'en réalité il était en train de pourchasser le véritable voleur. Il a fini par être libéré par la police après son arrestation », peut-on lire dans le communiqué du ministère de l'Intérieur. Rappelons que les précisions du ministère de l'Intérieur viennent confirmer les informations que Réalités Online a précédemment relayées au sujet de cette affaire.



25-12-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### Des cheikhs de la Zitouna cible d'une campagne de dénigrement

Des Cheikhs de la Zitouna ont condamné ce mardi 25 décembre 2018 ce qu'ils ont qualifié d'agressions verbales dont ils sont la cible dans les médias. Lors d'une conférence de presse organisée par l'Association "Science et Homme", l'universitaire Mohamed Khalil (ancien ministre des Affaires religieuses), a mis en garde contre les campagnes médiatiques de dénigrement visant les Oulémas de la Zitouna. Il a estimé que l'acharnement de certains journalistes est devenu chronique. Il a rappelé qu'un journal avait, récemment, publié que des Cheikhs préparaient une fatwa contre le vote du projet d'amendement du Code du statut personnel dans son volet relatif à l'égalité successorale, joignant une photo d'une précédente réunion suggérant que ceux-ci s'appêtent à publier le texte d'une Fatwa. "Cette photo a beaucoup nui à l'image des Cheikhs de la Zitouna et à leur dignité", a-t-il regretté. De son côté, Cheikh Abdelkader Kaha a tenu à préciser que "les Oulémas et Cheikhs de la Zitouna n'appartiennent à aucun parti politique et rejettent l'extrémisme et la violence", relevant cependant que "cela ne signifie pas pour autant de renoncer à l'identité de la société tunisienne". Pour sa part, Cheikh Mohamed Aziz Sahli a appelé à la nécessité de respecter les Oulémas, appelant à mettre fin à la dévalorisation de la Zitouna et de ses membres. Le 16 décembre courant, un professeur de jurisprudence islamique (Fiqh) à l'université de la Zitouna, Ilyes Dardour, a appelé lors d'une rencontre à Sousse, le parlement à ne pas voter la loi sur l'égalité successorale, ajoutant que les Cheikhs de la Zitouna préparent une Fatwa interdisant la réélection du député qui votera en faveur de cette loi. Dans une déclaration publiée le 12 décembre, 36 professeurs de l'Université de la Zitouna ont affirmé leur refus du projet de loi sur l'égalité dans l'héritage déjà adopté en Conseil des ministres.

### مقالات باللغة العربية



25-12-2018

منى البوعزيزي

### بعد مقتل رئيس الجالية الايفوارية بـ20 طعنة: الأفرقة غاضبون والقبض على 6 متورطين

بعد مقتل رئيس الجالية الايفوارية بتونس الطالب فاليكو كوليبالي ابن 33 سنة على خلفية تعرضه لعملية « براكاج » نفذ عدد كبير من الافارقة وقفة احتجاجية هذا بالإضافة الى تنفيذهم اليوم مسيرة للمطالبة بإيقاف العنف ضدهم ..

«الشروق» تنشر تفاصيل الجريمة وكيفية الاطاحة ب6 عناصر اجرامية متورطة في كمين لوحدات الشرطة العدلية بأريانة الشمالية ...

نجحت صباح امس وحدات الشرطة العدلية بأريانة الشمالية التابعة لإقليم الامن الوطني بأريانة من القبض على عصابة اجرامية تتكون من 6 عناصر من المنحرفين الخطيرين تورطت في قتل فاليكو كوليبالي طالب بالجامعة ورئيس الجالية الايفوارية بتونس وناشط بارز في قضايا الميز العنصري ضد الافارقة .

العصابة الاجرامية

وحسب التحقيقات الاولية فان 6 عناصر اجرامية كانت وراء قتل الطالب الايفواري فاليكو كوليبالي ابن 33 سنة حيث قام عنصران منهما بمحاولة سرقة هاتف جوال الضحية وصديقه على مستوى دار فضال من منطقة سكرة بولاية اريانة وعندما تصدى لهم قاموا بالاستجداد ب4 عناصر اخرى حلوا على عين المكان محملين بسكاكين .

وعند وصول بقية عناصر العصابة قاموا بطعنه 20 طعنة على مستوى الظهر والساق وعلى مستوى القلب تاركين اياه يتخبط في دمائه ثم لاندوا بالفرار ليتم صباح يوم امس القبض عليهم جميعا وتبين من خلال التحقيقات ان 3 منهم صادرة بشأنهم مناشير تفتيش في قضايا سطو ونهب ومطلوبين في قضايا حق عام .

الغضب

اثارت عملية قتل الطالب ورئيس الجالية الايفوارية بتونس فاليكو كوليبالي غضب الراي العام التونسي نظرا لبشاعتها واستهدافها لصورة تونس افريقيا كما نفذ امس عدد من الافارقة لوقفة احتجاجية امام مستشفى منجي سليم احتجاجا على مواصلة نزيف الاعتداءات التي طالت مؤخرا الافارقة في تونس وتضاعفت بسبب العنصرية على حد تعبيرهم .

كما تقرر ايضا تنفيذ وقفة احتجاجية اليوم من قبل الافارقة وعدد من الجمعيات الحقوقية التي نددت بدورها بجريمة القتل البشعة التي راح ضحيتها شاب في 33 من عمره قدم من بلده للدراسة بتونس لتنتهي حياته ب20 طعنة في سكرة من ولاية اريانة.

**Le 24-12-2018**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>24-12-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia <a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="http://b">b</a></p>	<p><b>Les circulaires "liberticides" en Tunisie: Un fourre-tout opaque, dénonce l'ADLI dans un ouvrage "Les circulaires liberticides: un droit souterrain dans un Etat de Droit"</b></p> <p>Qu'il s'agit de fermeture de cafés et restaurants pendant le ramadan, de la vente d'alcool, du choix du prénom de son enfant, de procédures de voyages, des enfants nés hors mariage, etc, on parle de circulaires, qui régissent ces aspects de la vie, mais sans pouvoir consulter le contenu de ces textes juridiques. Ces circulaires existent-elles vraiment? Quelles sont leurs portées? L'association tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI) s'est attelée à cette question à travers un ouvrage collectif intitulé "Les circulaires liberticides: un droit souterrain dans un État de Droit".</p>

Les circulaires: un fourre-tout

Touchant tous les domaines, ces circulaires ont une portée considérable. L'ouvrage revient sur les domaines d'intervention de ces circulaires. Elle touchent ainsi, entre autres, à la liberté de conscience (fermeture des cafés et restaurants durant le ramadan, etc), la vie privée (les circulaires imposant des normes pour le choix des prénoms des enfants, etc), la liberté de circulation (circulaire imposant aux tunisiennes et tunisiens âgé-e-s de moins de 35 de présenter une autorisation parentale), le droit à la culture (la projection de films dans les salles nécessite un visa de projection imposé par des circulaires du ministre en charge de la culture), le droit à la santé (Circulaire limitant l'accès aux soins en matière de maladies transmissibles aux seuls citoyens tunisiens).

“Nous pouvons multiplier les exemples en la matière, car les circulaires sont très nombreuses et diversifiées, couvrant tous les aspects de la vie et des activités affectant les droits fondamentaux et les libertés ... Nous pouvons donc imaginer les centaines, voire les milliers de circulaires qui nous gouvernent qui ne sont pas accessibles ni, quelquefois, visibles”, s'alarme Wahid Ferchichi, juriste et fondateur de l'ADLI, dans l'ouvrage.

Une zone de non-droit

Le constat d l'ADLI est accablant: ces circulaires constituent des “zones d'ombres de l'ordre juridique tunisien”. Pour pouvoir les consulter, les auteurs de l'ouvrage ont dû mener un combat de longue haleine contre l'opacité de l'administration tunisienne.

Ces circulaires généralistes, secrètes et influentes -ne se contentant pas d'appliquer loi mais de l'interpréter- jouissent d' “une certaine impunité”. L'ADLI parle de menace réelle sur la jouissance des droits humains en Tunisie.

Pour remédier à cette opacité dangereuse, l'article 32 de la Constitution a consacré le droit d'accès à l'information. Une droit confirmé par la loi organique n°2016-22 du 24 mars 2016 organisant l'exercice de ce droit. L'article 6 de ladite loi énonce que “les organismes assujettis aux dispositions de la présente loi sont tenus de publier, d'actualiser, de mettre périodiquement à la disposition du public, dans une forme utilisable, les informations suivantes : [.....] - les textes juridiques, réglementaires et explicatifs régissant son activité”.

Toutefois, le droit à l'accès à l'information est loin d'être effectif puisque même la présidence du gouvernement ne publie pas ses propres circulaires, note Ferchichi. Il fait savoir également que l'exécutif a émis une circulaire en 2017 limitant le droit d'accès à l'information.

La circulaire en question oblige de s'abstenir de “publier ou divulguer des informations ou des documents officiels dans la presse ou d'autres médias sur des sujets relatifs à leur travail ou la structure publique dans laquelle ils travaillent sans l'autorisation préalable et expresse de leur supérieur hiérarchique”.

Ces pratiques ne présagent pas un changement vers plus de transparence, qui permettra aux citoyens de contester une circulaire devant la justice administrative.

La voix est libre pour transgresser en toute impunité les dispositions de la Constitution. Pire encore, des résistances persistent au sein des administrations quand il s'agit d'opérer un changement en la matière.

Les agents s'abritent, généralement, derrière la méconnaissance des nouvelles dispositions comme le cas célèbre des refus de huissiers-notaires de marier une Tunisienne à un non-musulman ou le refus du maire du Kram d'inscrire ce genre de contrat dans le registre de l'état civil de sa mairie en affirmant avoir recommandé aux autres officiers d'état civil et aux notaires de suivre son exemple, et ce, malgré l'abrogation de la circulaire de 1973 interdisant aux officiers d'état civil d'établir des contrats de mariage entre des tunisiennes et des non-musulmans.

Dans ce cadre, l'ADLI appelle à une très grande vigilance des médias afin d'alerter sur les transgressions des droits au nom de ces circulaires, mais aussi les juges, invités à ne pas tenir compte de circulaires liberticides.

Un "État de droit où 'nul n'est censé ignorer la loi' ne peut pas coexister avec un droit souterrain, occulte et dangereux: un État de droit doit garantir l'accès de tous et de toutes aux normes et celles-ci doivent être claires, compréhensibles, accessibles et justes", conclut Wahid Ferchichi.



24-12-2018

S.H

[businessnews](#)

### **La communauté ivoirienne manifeste à la Marsa**

Un nombre important de la communauté ivoirienne, s'est rassemblé, ce lundi 24 décembre 2018, devant l'hôpital de Mongi Slim, pour protester contre le décès du président de l'AIT, Falikou Coulibaly. Les protestataires ont dénoncé ce crime, qui serait selon eux, un crime raciste, accusant les Tunisiens de maltraiter les ivoiriens, et les africains de manière générale. Ce décès est survenu le dimanche 23 décembre 2018 à Tunis suite aux blessures qu'il a eu lors d'une agression à Najematar Soukra.



24-12-2018

B.H

[realites](#)

### **Tunisie: Témoignage poignant d'une victime de racisme**

Un grand nombre d'ivoiriens et de ressortissants subsahariens ont exprimé lundi 24 décembre 2018 leur colère suite à l'assassinat du président de l'association de la communauté ivoirienne en Tunisie. Quoique la motivation raciste du crime ne soit pas établie, ce meurtre relance le débat sur les agressions, verbales ou physiques, à caractère raciste que subissent les étudiants subsahariens en Tunisie, tué par des délinquants lors d'un braquage armé dans la localité de Dar Fadhal à la Soukra.

Certains ont exprimé leur colère dans la rue en organisant des rassemblements de protestation à Tunis. D'autres ont déploré ce crime odieux sur les réseaux sociaux. Anthony Gianni, un jeune ressortissant subsaharien installé à Tunis, a publié sur sa page officielle Facebook un témoignage poignant où il évoque les agressions à caractère raciste dont il fait l'objet quotidiennement en Tunisie à cause de sa couleur.

« Entre temps, j'ai arrêté de compter les insultes, moqueries et discrimination dues à ma couleur de peau. Mais c'est rien comparé à mes amis qui se sont fait gifler dans le métro pour aucune raison apparente, sans que personne ne réagisse, ou comparé à ceux qui se sont fait égorger un 25 décembre ou qui ont pris des coups et blessures. » peut-on lire.

« Rassurez-vous, on va quitter votre beau pays si accueillant, qui se trouve d'ailleurs sur notre continent puisque vous avez tendance à oublier que vous êtes aussi africains ; mais si on part, c'est pas parce qu'on n'aime pas la Tunisie, c'est parce que vous ne nous aimez pas en fin de compte. » ajoute-il.



### Les présidents des associations appelés à déclarer leur patrimoine

24-12-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm)

L'Instance nationale pour la lutte contre la corruption a appelé les présidents et les membres des bureaux directeurs et exécutifs dirigeant des associations à partir du 16 octobre 2018 à déclarer leur patrimoine sur le site "tasrih.tn" ou directement aux bureaux de l'INLUCC à la capitale ou dans les régions au maximum le 31 décembre 2018.

### مقالات باللغة العربية



24-12-2018

ايمان

[alchourouk](http://alchourouk)





### بخصوص معاملة السجين صابر العجيلي: ادارة السجون والاصلاح توضح

تبعاً للتصريحات المتعلقة بوجود مزاعم متصلة بسوء معاملة السجين صابر العجيلي وعدم توفير الرعاية الصحية الضرورية له، يهّم الإدارة العامة للسجون والإصلاح أن توضّح ما يلي

أولاً، يتلقى السجين المذكور الرعاية الصحية الضرورية بانتظام وطبقاً لما يقرّره الأطباء المباشرون لحالته وقد خضع خلال فترة إيقافه، لكافة العلاجات والكشوفات والتحليلات اللازمة، وهو مقيم منذ 09 جويلية 2018 إلى حدّ الساعة بأحد المستشفيات الجامعية بالعاصمة. وبالرغم من تعبير الإطار الطبي عن رأيه القاضي بإمكانية مواصلة العلاج بالسجن إلا أنّ الإدارة العامة للسجون والإصلاح خيرت الإبقاء عليه بالمستشفى للمزيد من الإحاطة وتوفير أحسن سبل العلاج، وبالتالي يكون المعني بالأمر قد أقام إجمالاً أكثر من ستة أشهر بالمستشفى خلال كامل فترة إيقافه الممتدة على حوالي سنة وثلاثة أشهر.

ثانياً، حظي السجين المعني بظروف إقامة داخل السجن تتوفّر فيها مختلف متطلبات السلامة الجسدية والرعاية الصحية وفي نطاق مبدأ المساواة بين مختلف المساجين، وقد تلقى خلال فترة إيداعه أكثر من خمسة وستين (65) زيارة من أفراد عائلته فضلاً عن أنّ زيارته كانت متاحة لمختلف المنظمات والهيئات المخوّلة لدخول المؤسسات السجنية ولم يتمّ تسجيل أيّ تقصير في التعامل مع وضعيته.

ثالثاً، إنّ الإدارة العامة للسجون والإصلاح تتمثل للبطاقات الصادرة عن السلط القضائية المختصة دون أيّ اجتهاد وتعمل على احترامها في نطاق القانون.

Sources	Articles
 <p>23-12-2018</p> <p><a href="http://huffpostmaghre.b">huffpostmaghre b</a></p>	<p><b>Profession: Tatoueuse professionnelle</b></p> <p>Manel Mehdouani est l'une des deux seules femmes tatoueuses professionnelles de Tunisie. Elle évoque les difficultés qu'elle a rencontré à ses débuts et le refus de sa famille pour son métier. Aujourd'hui, elle estime que le regard porté par la société sur le tatouage a clairement changé et que c'est même devenu trendy. Spécialisée dans les tatouages berbères, elle se projette dans l'avenir et espère pouvoir voyager d'un pays à l'autre pour faire la promotion de cet art ancestral. Cette production a reçu le support du projet Open Media Hub, financé par l'Union Européenne.</p>
 <p>23-12-2018</p> <p>S.H</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Qatar Charity s'excuse auprès du peuple tunisien</b></p> <p>L'association Qatar Charity a rendu public un communiqué, ce dimanche 23 décembre 2018, pour s'excuser auprès du peuple à la suite de la campagne d'affichage appelant à une collecte de dons pour les Tunisiens dans le but de protéger le pays contre la vague de froid cet hiver. L'association affirme avoir ordonné l'arrêt de cette campagne considérant que l'objectif n'était pas de porter atteinte à la République tunisienne ainsi qu'à son peuple. Le même communiqué ajoute que Qatar Charity comprend les critiques et les remarques exprimées par les Tunisiens réitérant son total respect à la République tunisienne. L'association a, également, précisé que les projets de développement ainsi que les actions humanitaires expriment la solidarité entre les sociétés tunisienne et qatarie, permettant de consolider les liens de fraternité entre les deux peuples.</p>
 <p>23-12-2018</p> <p>B.H</p> <p><a href="http://realites">realites</a></p>	<p><b>A Sfax, une tombe coûterait 400 dt</b></p> <p>Les obsèques d'un homme originaire de Sfax ont été récemment interrompues au cimetière municipal à Gremeda km11 à Sfax et pour cause? Le non paiement par la famille du défunt de l'ensemble des frais de l'édification de la tombe dont la valeur totale s'élèverait à 400 dinars selon le site d'information local « Histoire de Sfax ». Ce comportement a provoqué l'étonnement des citoyens qui étaient sur place. Selon la même source, la municipalité ne supervise plus l'édification des tombes, chose qui a laissé grande ouverte la porte devant certains opportunistes. Ces derniers imposent désormais des prix exorbitants aux familles des personnes décédées.</p>
 <p>23-12-2018</p> <p><a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>Création d'une organisation féministe en hommage à Maya Jribi</b></p> <p>Al Jomhuri a annoncé ce dimanche 23 décembre 2018 la création d'une organisation féministe baptisée "May" et ce en hommage à la défunte, Maya Jribi, ex-secrétaire générale du</p>

parti. Samira Akili, membre du comité exécutif d'Al Jomhuri a indiqué sur nos ondes que l'objectif de cette organisation est de défendre les causes de la femme et ses droits politiques ainsi que les valeurs de la liberté, justice sociale et l'égalité.

### مقالات باللغة العربية

#### الحفصية: يومهم طالبة بزيارة شقيقته ليحتجزها ويغتصبها بعد تهديدها بسكين

أذنت النيابة لاعمومية بالمحكمة الابتدائية بتونس لأعوان منطقة الأمن الوطني بتونس المدينة بالاحتفاظ بشاب تورط نهاية الأسبوع الماضي في اغتصاب طالبة جامعية بعد تحويل وجهتها بالتغريب بإيهامها بزيارة شقيقته.

وجاء في محاضر باحث البداية أن المظنون فيه وهو شاب في منتصف العقد الثالث من عمره من سكان الحفصية بالمدينة العتيقة للعاصمة تعرّف على المتضررة بالمترو وبعد النزول وسط العاصمة دعاها الى شرب القهوة معه بأحد المقاهي وأعرب لها عن إعجابه بها وطلب منها مرافقته لزيارة شقيقته للتعرف عليها فاطمأنت إليه ورافقته في حدود الساعة مساء وعند الوصول الى أحد المنازل قام بفتح باب بواسطة مفتاح موهما إياها بأنه يملك نسخا من مفاتيح منزل شقيقته وإثر الولوج الى الداخل عمد الى تهديدها بواسطة سكين ثم أجبرها على نزع ملابسها وتولّى مواقعتها عدة مرات ومنعها من مغادرة المنزل ولم يُخل سبيلها إلا صبيحة الغد فتحاملت على نفسها واتجهت الى أقرب مقر أمني حيث تمّ تمكينها من تسخير طبي لتلقي العلاج وعرضها على الفحص الطبي الذي أثبت حصول ضرر فادح لها.

وجاء في الأبحاث المجراة أنه بعد التعرف على هوية المظنون فيه أمكن لأعوان الأمن إلقاء القبض عليه حيث أنكر اغتصاب الفتاة وهي طالبة جامعية مفيدا بأنها هي التي سلّمتها نفسها وطلبت منه إيواءها لديه، فنقرّر الاحتفاظ به في انتظار استكمال التحقيقات في ملف القضية.

**Le 22-12-2018**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>22-12-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p><a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Les Journées Pornographiques de Carthage: L'actualité à l'aune du porno</b></p> <p>Après les Journées Cinématographiques de Carthage, les Journées Théâtrales de Carthage, les Journées Musicales de Carthage, les Journées de Carthage pour les Artistes tunisiens, etc, c'est autour des Journées Pornographiques de Carthage de pénétrer la sphère profonde de l'actualité si alléchante d'une Tunisie à quatre pattes. L'événement, lancé par la page Journées Pornographiques de Carthage, a suscité, en à peine un mois, l'engouement de milliers de Tunisiens. Logique, quand on sait que la pornographique est un divertissement qui séduit un grand nombre de Tunisiens. Le HuffPost Tunisie a pu joindre le créateur de la page. Ce dernier a préféré garder l'anonymat. Depuis un mois, il dit recevoir plusieurs interactions d'internautes entre propositions amusantes, et d'autres beaucoup moins: menaces et accusations de propager la décadence dans la société tunisienne. "La page reflète un esprit</p>



pamphlétaire qui commente l'actualité tunisienne en se basant sur la pornographie comme prétexte", affirme le créateur de la page au HuffPost Tunisie. Les politiques sont les premiers dans le viseur: la page n'épargne aucun camp politique. Dans ce cadre, le créateur de la page se définit comme apolitique. Pour lui, ce qui doit prévaloir c'est l'esprit de liberté, de civisme et de respect. Il assure par ailleurs que la page enfantera un projet inédit prochainement.



13-12-2018

Farhat  
Othman

[realites](#)

### **Nouvelle polémique sur le nu, nullement péché en islam**

C'est le Coran, non la Bible, qui doit être appliqué en Tunisie en conformité avec sa constitution. Or, le Coran est une religion de droits et de libertés, y compris en matière de nu artistique !

Après le torse nu de Carthage, voici le nu intégral de Tunis. On se rappelle la polémique, en notre festival d'été, ayant accompagné la prestation torse nu de notre artiste national Rochdi Belgasmi. Voici une autre polémique, cette fois en plein centre de Tunis, sur la scène du théâtre municipal, et qui est autrement plus révélatrice du grave danger qu'encourt le vrai Islam en Tunisie, dénaturé par la tradition judéo-chrétienne de la peur de la chair et du nu.

Quand on applique en Tunisie la Bible et non le Coran

Dans les deux cas, on a crié à tort à la violation des valeurs du pays; or, quelles sont-elles? Islamiques, bien évidemment, pour la majorité du peuple. Or, il n'est nul péché de la chair, et encore moins du nu, en islam où le pèlerinage se fait quasiment nu, et même complètement nu pour le tout premier après la conquête de la Mecque. Car il s'est fait selon la tradition arabe qui honorait le nu autour de la Kaaba, femmes et hommes, mélangés, ainsi que Dieu les a créés.

D'ailleurs, le jour du Jugement dernier, Dieu ressuscite ses créatures nues comme il les a créées et comme elles étaient au paradis, d'où elles n'ont pas été expulsées pour un quelconque péché originel, comme dans la tradition judaïque. Alors, est-ce qu'on applique en Tunisie le Coran ou la Bible?

En vrai responsable, respectueux et de l'art et des vraies traditions du pays, le directeur du théâtre national, Zouheir Errayes, a pourtant défendu publiquement le droit à la création artistique, y compris par le recours à la nudité. Or, au lieu d'être soutenu, il a été contredit par le directeur des Journées théâtrales de Carthage, Hatem Derbel, démontrant ainsi n'avoir de vrai respect ni pour l'art ni pour l'Islam.

Le premier, avec justesse et dignité, a bien situé dans son contexte l'acte qui suscite la fureur des faux musulmans, précisant à bon droit que la « pièce comporte beaucoup de messages sur la question du Moyen-Orient. Si l'acteur s'est déshabillé totalement sur scène, il ne faut rien y voir de sexuel ».

Par contre, obéissant manifestement à des ordres politiques et idéologiques, le second réagit à la manière des intégristes religieux. Il délaisse superbement le vrai « message interprété avec beaucoup de souffrance par l'acteur qui s'est déshabillé, et qui a exprimé de nombreuses douleurs, en se mettant à nu pendant 10 minutes sur scène », ainsi que précisé par Errayes. Pour dire quoi à la place ? Une fausseté qui n'est plus valable en Tunisie, jugeant l'acte du comédien contraire à la morale et non professionnel.

C'est bien ce jugement qui est irresponsable et non professionnel, outre d'être immoral. Car le directeur des JTC ne semble pas croire à la liberté de l'artiste et à l'utilité de la nudité comme arme de dénonciation massive de toutes les violences faites aux humains, dont celle de la lecture intégriste de leurs croyances en usant de tromperies et de langue de bois.

C'est le cas du honteux communiqué de Derbel, où il se montre de plus irresponsable artistiquement et éthiquement, en prétendant que la nécessité de préserver la liberté d'expression est conditionnée par le respect des us et coutumes du public. Les services du dictateur Ben Ali ne disaient rien d'autre !

#### Honorer le nu artistique en Tunisie

Que sait-il vraiment des us et coutumes du peuple dont il se prévaut pour tuer la liberté artistique en son pays se voulant libéré de toutes les dictatures ? Ils sont loin d'être pudibonds en réalité, comme on le prétend. En effet, dans l'intimité des gens, loin des regards de la police des mœurs, nos compatriotes, dans leur immense majorité, s'ils sont pudiques, ne le sont pas au point d'être prudes ou puritains. Le nu ne les effarouche pas, car ce qui est contraire à leurs vraies traditions, ce sont les lois scélérates de la dictature et de la colonisation qu'on leur impose injustement encore en matière de mœurs.

Pour sûr, c'est cela qui est immoral et non pas une nudité utilisée en un lieu d'expression libre dont le directeur des Journées théâtrales démontre ne pas être à la hauteur de la mission pédagogique qui est de soigner les mentalités malades. Ainsi, refuse-t-on de se dénuder devant son médecin ? Il est vrai que certains intégristes religieux veulent l'imposer. Derbel serait-il donc l'un d'eux ? Alors sa place n'est pas à la tête de telles journées, du moins en Tunisie nouvelle République ! Rappelons, comme l'a fait Errayes, contrairement à ce qu'on l'a faussement colporté, que la scène n'a contrarié qu'une minorité des spectateurs, puisque « seulement 25 ont dû quitter la salle (parmi) 400 à 450 personnes présentes. »

Et dans le sillage de ce digne Monsieur qui fait honneur à l'art en toute responsabilité, terminons en disant qu'en matière d'art « il ne faut pas voir le corps comme un instrument sexuel. Pour un artiste, son corps est un instrument, son outil d'expression ». Doit-on interdire le nu dans les Beaux-arts et voiler, comme cela se fait en un Orient désormais obscurantiste, les statues de nus et celles des dieux ithyphalliques ?

Par conséquent, il importe urgemment de saisir cette nouvelle occasion de violation caractérisée de l'islam vrai par ses prédateurs et camelots afin de réhabiliter le droit au nu en Tunisie; sa pratique doit y être parfaitement respectueuse de la foi islamique et non des lois issues de la religion du colonisateur. C'est le Coran et non la Bible qui doit être appliqué en Tunisie en conformité avec sa constitution démocratique ! Or, le Coran est une religion de droits et de libertés.

On attend donc avec impatience une position digne et responsable du ministère de la Culture, mais aussi des autorités politiques législatives pour enfin oser — et pour le moins — suspendre les lois scélérates en matière de mœurs. La Tunisie n'appartient pas à ces prédateurs intégristes minoritaires; elle est celle de ses masses majoritaires qui ont l'esprit bien libre, libertaire même.



22-12-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

### La HAICA : mise en garde à EL Hiwar Ettounsi

La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) a adressé une mise en garde à la chaîne "El Hiwar Ettounsi" pour une infraction enregistrée dans d'un épisode de l'émission "Les quatre vérités" diffusé le premier novembre sur la prolifération des crimes dans des régions de la capitale. La HAICA a appelé la chaîne à se conformer à la loi et à l'éthique du métier conformément au décret numéro 116 de l'année 2011 et au cahier des charges portant sur l'obtention d'une licence pour la création et l'exploitation d'une chaîne TV et notamment quand il s'agit de sujets délicats nécessitant la protection des intérêts des enfants et la dignité des êtres humains.

### مقالات باللغة العربية



22-12-2018

سعيدة جلاصي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

### التونسية بسمة بوزيد أول رئيسة مركز شرطة إيطالية تتحصل على وسام «فارس الدولة» بإيطاليا لسنة 2018

تحصلت التونسية بسمة بوزيد على اعلى وسام شرف «فارس الدولة» بإيطاليا لسنة 2018 من قبل رئيس جمهورية إيطاليا وذلك كمثال للتفاني في العمل لتكون بذلك أول وأصغر أجنبية تتحصل على هذا التكريم. وقد صرحت بسمة بوزيد للشروق انها فخورة بهذا التكريم الذي جاء في اطار تقييم من وزارة الداخلية الإيطالية للعمل الامني لكن ايضا كتقييم لنشاطها المدني الذي عملت من خلاله على ترغيب الاطفال بالروضات والتلامذة بالاعدادي والثانوي في العمل الامني من خلال اصطحابهم اثناء مهامها الميدانية حتى ترسخ لديهم فكرة ان الامن في خدمة المواطن وليس العكس.

للاشارة بسمة بوزيد هي اصيلة سليانة تبلغ 39 سنة وهي اول رئيسة مركز شرطة عربية في بلدية غارنيانو بولاية بريشيا الإيطالية وهي أول بلدية زرعت فيها بذرة النازية والعنصرية وهي منطقة تاريخيا معروفة ومزدهرة سياحيا وتم فيها الحبس الإجباري لموسوليني.